

## LE PAPE DU CONCILE

*Neuvième partie: Patriarce de Venise (1953-1958), l'action politique*  
(Extrait de la revue Sodalitium n. 32 de mai 1993 pp. 48 sqq.)

*par M. l'Abbé Francesco Ricossa*

En 1925, à peine consacré évêque, Roncalli avait quitté l'Italie. Depuis, et jusqu'à ce qu'il soit appelé à Venise par le Saint-Siège en 1953, tout son ministère s'était déroulé à l'étranger (Bulgarie, Grèce, Turquie, France). Que de changements en Italie durant ce laps de temps! Lors de son départ, Victor-Emmanuel régnait, Benito Mussolini était au gouvernement. A son retour, Roncalli trouve un pays vaincu, transformé en république (1946), doté d'une nouvelle constitution (1948), gouverné par une démocratie parlementaire que dominent les partis politiques. Mais, pour le lecteur étranger, peut-être aussi pour quelques lecteurs italiens, il convient d'illustrer la situation politique qui s'était créée en Italie entre l'après-guerre et 1953.

### **La question démocrate-chrétienne**

En Italie comme ailleurs, la fin de la seconde guerre mondiale voit le triomphe de la coalition antifasciste regroupée pour former chez nous le C.L.N. (comité de libération nationale). Mais les partis qui constituent ce front sont multiples et, très vite, des hostilités surgissent entre eux. Le C.L.N. comprend trois blocs distincts : les catholiques libéraux, héritiers du Partito Popolare de don Sturzo et de De Gasperi, les partis laïques, et les partis socio-communistes de Nenni et Togliatti.

Voyons d'un peu plus près les deux blocs non catholiques.

D'un côté nous avons le bloc marxiste alliant communistes et socialistes (ces derniers affaiblis par la scission sociale-démocrate). Appuyés par les soviétiques, majoritaires dans plusieurs régions italiennes, ils visent la conquête pacifique ou violente du pouvoir (mais ils sont cependant retenus par les accords de Yalta...).

D'autre part, nous avons le front laïciste, minoritaire, qui bénéficie de solides appuis économiques. Il est représenté par le parti libéral (plutôt conservateur, héritier lointain de Cavour) et par le parti républicain (plutôt progressiste, continuateur des thèses de Mazzini). Ces deux partis, surtout le républicain, sont anticléricaux et proches de la franc-maçonnerie.

Le lien entre marxistes et laïcistes est assuré par le "parti d'action" qui se dit libéral et socialiste. Composé essentiellement d'intellectuels d'élite qui se proclament "conscience laïque" de la nation, il se dissout rapidement en tant que parti tout en conservant cependant une grande influence culturelle "jacobine".

Telles sont les forces politiques non catholiques sorties victorieuses depuis la fin de la guerre, tandis que les vaincues sont regroupées à droite dans le Mouvement Social ou dans les divers partis monarchistes (de tendance libérale). Face à ce regroupement, comment organiser les catholiques? Là est le problème que dut affronter Pie XII. Les solutions choisies devaient résoudre plusieurs dilemmes:

a) fallait-il, oui ou non, légitimer derechef la Démocratie Chrétienne (D.C.), renée des cendres du Partito Popolare que Pie XI avait abandonné à lui-même durant le fascisme?

b) en cas de réponse positive à ce premier point, fallait-il favoriser l'unité politique des catholiques autour de la D.C., ou plutôt autoriser l'existence de plusieurs partis catholiques?

c) si l'on misait tout sur la D.C., pouvait-on permettre (et comment?) une alliance avec les partis laïcistes ou avec les partis marxistes?

Nous savons ce qu'il advint de fait. C'est la D.C. qui fut soutenue, on favorisa l'unité politique autour d'elle et on dut supporter qu'elle gouverne avec les partis laïques, tout en interdisant par l'excommunication de 1949 toute ouverture vers les marxistes. Ces choix furent reprochés à Pie XII par maints critiques acerbes, à l'esprit d'escalier et faisant abstraction des circonstances de l'époque. Mais le Pape ne pouvait agir sans tenir compte de la réalité qui s'imposait à lui à ce moment-là, conditionnant les choix. Comme le souligne Jean Chelini (1), historien du pontificat de Pacelli, Pie XII, contrairement à Montini, n'est pas un démocrate-chrétien. Il n'a pas pour but d'agir "en faveur d'un courant politique qui aurait gagné son adhésion, mais dans l'intérêt de l'Eglise en Italie, pour la sauvegarde de ses droits, la préservation des valeurs chrétiennes traditionnelles du peuple italien garanties depuis 1929 par le Concordat. De tempérament monarchiste et autoritaire, Pie XII n'est pas tiraillé entre la défense de la royauté (libérale, n.d.r.) et l'avènement de la République; il est plutôt soucieux de rechercher le régime et la force politique capables de préserver le Concordat et les droits de l'Eglise; d'écraser la montée du parti communiste italien en particulier, et de la gauche anticléricale en général" (2). Quoiqu'il en soit des radiomessages de 1942 et de 1944 sur la Démocratie, Pie XII n'aurait pas dédaigné, pour succéder au fascisme vaincu, un "Etat Catholique autoritaire, sur le modèle de ceux de l'Autriche de Mgr Seipel et de Dollfuss ou bien de l'Estado Novo salazarien, capables à la fois de créer un nouvel ordre fondé sur la justice et de combattre le communisme, mais assez éloigné de l'idéal et de la tradition démocrate-chrétienne et populaire" (3). Le concordat stipulé avec l'Espagne du général Franco en 1953 montrera qu'en d'autres circonstances le choix de Pie XII aurait été bien différent de celui qu'il dut faire en Italie (4). Mais très vite, dès 1943, les événements rendirent cette solution irréalisable. Tandis que les structures de l'Etat se désagrègent (monarchie, armée...) les hommes de la résistance (C.L.N.) prennent le pouvoir. Et, dans le milieu catholique, ils sont tous démocrates-chrétiens.

Après les élections décisives de 1946 et de 1948 il ne peut rester à Pie XII qu'un objectif: empêcher la montée au pouvoir des socialistes et des communistes; comme il s'agit d'élections, la chose ne peut se faire qu'au moyen d'un Parti. Or, dans le camp catholique, seuls les démocrates-chrétiens ont la mentalité et la tradition de parti. Aussi Mgr Montini eut-il beau jeu de faire prévaloir dans le choix de Pie XII l'unique parti "des catholiques" (la D.C.); ce choix s'opposait à une autre tendance de la Curie, représentée par Mgr Tardini et Mgr Ottaviani, partisans de diviser politiquement les catholiques afin de se réserver, dans l'alternative, une solution de droite (5). Hélas, la crainte d'une victoire électorale socio-communiste contraint l'Eglise à appuyer la D.C., moyen le plus efficace pour barrer la route aux marxistes. Cependant, souligne Chelini, "la sympathie de Pie XII pour le mouvement démocrate-chrétien n'est que très limitée; ce sont les événements et les nécessités du temps qui l'ont conduit à lui apporter son appui, avec cependant la crainte que le parti ne soit pas capable d'endiguer la progression marxiste. Très vite il (Pie XII) s'est heurté à De Gasperi qui... jugeait indispensable l'existence d'un grand parti démocrate-chrétien, non confessionnel et indépendant de l'Eglise" (6). Pie XII en arriva au point de refuser "de recevoir De Gasperi qui avait demandé une audience à l'occasion du 30ème anniversaire de son mariage et des vœux perpétuels de sa fille Lucia qui s'était faite religieuse. Ils ne devaient d'ailleurs plus jamais se revoir..." (6). "Même lorsque De Gasperi eut quitté le pouvoir (1953, n.d.r.), les relations ne s'améliorèrent pas sensiblement. Pie XII réagit mal au discours que De Gasperi prononça le 20 mars 1954 devant le Conseil National de la D.C." (6). En cette occasion De Gasperi confirma que la D.C. n'était pas «un parti confessionnel, émanation de l'autorité ecclésiastique»; il rappelait son souci constant d'associer au gouvernement des forces d'inspiration autre, seul moyen de consolider la démocratie italienne naissante; il soulignait que "le croyant

agit en tant que citoyen dans l'esprit et dans la lettre de la constitution; qu'il engage lui-même, sa catégorie, sa classe (sociale), son parti et non l'Eglise". Pour finir, De Gasperi redéfinissait clairement le rôle des Comités Civiques qui, "malgré leur travail efficace et méritoire de mobilisation, n'ont jamais prétendu à des fonctions de représentation ou de responsabilité politique". Le Pape, très inquiet, ordonna à la "Civiltà Cattolica" d'écrire un article contre De Gasperi, précisant ce qui, à son avis, était la véritable doctrine de l'Eglise. L'article parut en effet le 3 avril; mais au lieu d'attaquer directement De Gasperi il s'en prenait à Missiroli, défendant le droit des Comités Civiques et même des paroisses à faire de la politique, tout en reconnaissant par ailleurs l'autonomie du parti d'inspiration chrétienne. Toutefois, dans la conclusion, l'auteur, le P. Antonio Messineo, critiquait explicitement De Gasperi d'avoir, dans son discours, souligné davantage l'autonomie du parti que son inspiration chrétienne; de n'avoir pas rappelé que l'autonomie politique trouve sa limite dans la nécessité d'obéir au magistère ecclésiastique en ce qui regarde les principes moraux et sociaux devant inspirer l'action politique du catholique. Le Pape, qui avait corrigé personnellement l'article, n'accepta qu'à contrecœur le ton choisi par l'auteur, ton à son avis trop bienveillant envers le président du Parti» (8).

En résumé (9):

1) Alors que Montini et De Gasperi voulaient l'unité politique des catholiques autour de la D.C. pour des motifs idéalistes, Pie XII l'accepta seulement pour conjurer le péril communiste.

2) Pie XII accorda toutefois son appui à la D.C., considérant cela comme une dure nécessité dont il se serait volontiers passée.

3) L'affrontement avec De Gasperi "était inévitable" (10).

En effet De Gasperi et les démocrates-chrétiens étaient pour la laïcité de l'état, l'autonomie politique des catholiques vis à vis de l'Eglise, la collaboration de principe avec les forces d'inspiration non chrétienne (laïques et mêmes marxistes); ils se refusaient par contre à toute collaboration avec la droite, même d'un point de vue purement tactique et anticommuniste.

Tandis que pour l'homme d'état trentin (de la ville de Trente) la collaboration avec les forces laïques était essentielle à la construction du nouvel Etat, le Saint-Siège répétait qu'une "alliance avec les partis anticléricaux était inadmissible, et que la Démocratie Chrétienne serait considérée comme un parti philo-ennemi si elle continuait dans cette voie". (11)

4) Si Pie XII maintint tout de même un rapport avec la D.C., ce fut bien à contrecœur et il n'est pas exclu qu'à partir de 1952 surtout, il n'ait pas cherché une autre alternative.

Cette longue introduction m'a semblé nécessaire pour mieux situer le climat politique où va se trouver plongé le Patriarche Roncalli de retour en Italie en 1953.

### **Progressiste ou conservateur?**

Nous l'avons vu: à la différence de Mgr Montini, fils d'un journaliste et député du Partito Popolare, la politique n'était pas le pain quotidien de Mgr Roncalli.

Cependant, le Patriarche était profondément, viscéralement hostile à l'intégrisme, c'est-à-dire à une vision intégralement catholique de la société. Et c'est plutôt du côté du "Sillon", démocrate et progressiste, condamné par Saint Pie X, qu'alliaient ses sympathies. Peut-on dire alors qu'il était "progressiste"? Fondamentalement, Roncalli était un historien. Sa passion pour l'histoire nous permet de comprendre l'aspect "conservateur" de sa personnalité, aspect qui impressionna tant de gens et fit croire à beaucoup qu'il se serait opposé aux réformes conciliaires et post-conciliaires s'il avait vécu jusque-là: comment un savant expert de la contre-réforme, clerc dévôt selon les canons de la piété tridentine, aurait-il pu se mettre consciemment à la tête d'une révolution clôturant précisément l'ère inaugurée à Trente?

C'est ce qu'il fit pourtant. Etant donné le pacifisme intellectuel de Roncalli, son libéralisme de fond, son optimisme exagéré, ignorant des vérités concernant la malice de l'homme, l'étude de l'histoire lui façonna une mentalité "historiciste" qui relativise tout. Le passé lui paraît alors sombre. Le présent plus beau, le futur toujours radieux. "Lorsque nous considérons les circonstances de la vie actuelle, dit-il, nous sommes facilement portés à critiquer amèrement les maux et les désordres qui nous entourent, en particulier sous les aspects divers des idées et des faux principes en religion et en philosophie, à critiquer la vie morale décadente et tentatrice" (13). N'est-ce pas là un jugement négatif porté par tous les Papes? "Hors du bercail du Christ", cette expression de Pie XII lui-même ne faisait-elle pas allusion à ces temps? Par contre les Papes ne donnaient-ils pas en exemple la civilisation chrétienne du passé, malgré ses imperfections et ses tempêtes? Léon XIII et Saint Pie X avaient clairement affirmé que la civilisation chrétienne n'était pas à inventer mais à restaurer puisqu'elle existait déjà. Pour Roncalli il n'en est pas ainsi. Et il poursuit: "A l'époque de Saint Laurent Justinien les choses étaient bien pires" (13). Roncalli ne dit pas qu'alors les choses, ou certaines choses allaient mal, il dit que, au temps de la chrétienté, les choses étaient pires que maintenant, après deux siècles de révolution anti-chrétienne et de "nouveau droit". C'est cette conception de l'histoire qui fait de Roncalli un "progressiste"; c'est elle qui, reprise dans le discours d'ouverture du Concile, fera passer la révolution de Vatican II.

### **La Marseillaise**

Ici un petit épisode, apparemment insignifiant prend une valeur symbolique. Les biographes de Roncalli, amateurs d'anecdotes (14) racontent comment ce dernier fit jouer la Marseillaise par la fanfare place Saint-Marc pour honorer son hôte français le Card. Feltin Archevêque de Paris, alors en visite à Venise. Pour Roncalli il était normal d'identifier la France et son hymne national, fût-ce la Marseillaise. Il ne venait pas à l'esprit du Cardinal, pourtant déjà professeur d'histoire, qu'en France, en Italie, et à Venise, bref dans l'Europe entière, c'est au son de ces refrains que les révolutionnaires fondèrent dans le sang une nouvelle société antichrétienne...

### **La question romaine**

Si l'épisode de la Marseillaise place Saint-Marc nous révèle le point de vue de Roncalli en ce qui concerne la Révolution française, une homélie à la cathédrale à l'occasion du 25ème anniversaire des "Accords du Latran" (11 février 1954) nous éclaire sur ce qu'il pense de la révolution italienne (plus communément dénommée "Risorgimento"). Son discours fit grand bruit: il traduisait en effet une certaine compassion de Mgr Roncalli pour Mussolini à cause de la signature du Concordat qui mettait fin à la "question romaine" ouverte justement avec le "risorgimento" et l'occupation de la Rome papale (et uniquement pour cela). Rappelons que, contrairement à Montini, Roncalli fut toujours favorable au Concordat. En effet autant l'un était viscéralement antifasciste, autant l'autre était foncièrement conciliariste vis à vis du monde non catholique. Notre fidèle Hebblethwaite saisit bien, quoique avec les exagérations habituelles, les anticipations révolutionnaires inhérentes à la pensée du Patriarche: «Comment - se demande-t-il - l'Eglise en vient-elle à changer d'attitude sur des questions importantes?

«Le problème posé par les accords du Latran (...) c'est le changement d'esprit radical de l'Eglise dont ils témoignent. Elle a abandonné ses prétentions à la restauration des Etats Pontificaux. Mais on peut défendre une cause juste [la Conciliation, n.d.r.] à un mauvais moment [le Fascisme, n.d.r.] et ce qui rend possible le changement c'est la reconnaissance, dans la Foi, que Dieu est toujours mystérieusement à l'œuvre dans le monde. Roncalli explique patiemment: "il était naturel - répétons-le bien, n.d.r. - que les Papes estiment de leur

devoir de se défendre eux-mêmes, à quelque prix que ce fût, **jusqu'au jour où vint un nouveau signe du ciel** qui trouva un écho dans la conscience du Pape et mit ainsi fin à ses prétentions et affirmation justifiées par ailleurs” (Bertoli, p. 19). La réconciliation de l’Eglise italienne avec la nation italienne devient ainsi le prototype de la réconciliation, de façon plus générale, entre l’Eglise et le “monde”. Tout l’art consiste à “discerner les signes du temps”» (15).

A cette conciliation “avec le progrès, avec le libéralisme et la société moderne” (Pie IX, Syllabus, prop. condamnée n° 70) Roncalli était poussé par la «tentation habituelle [qui] grandissait en lui d’éviter les situations controversées et désagréables; [comme il l’écrivait lui-même] “tentation de m’abandonner quelque peu à mon tempérament pacifique qui me pousserait à préférer une vie paisible plutôt que les situations risquées et incertaines”, ce dont il était toujours plus conscient» (16).

### **Festival et Biennale**

Cet esprit de conciliation se manifesta également dans la vie culturelle et mondaine de Venise. Pour les Patriarches, ses prédécesseurs, le Festival du cinéma et la Biennale de peinture étaient une épine continuellement fichée dans le cœur: ces manifestations étaient peu respectueuses de la morale et de la religion; Saint Pie X, alors Patriarche de Venise, avait interdit aux Prêtres la visite de la Biennale. Roncalli “parfaitement à son aise, comme toujours” à l’inauguration du Festival du cinéma, ne s’émut en rien non plus lorsqu’en 1954, pour la Biennale, furent exposés des tableaux au thème religieux, mais traité de façon “quasi blasphématoire”. “Généralement dans ce genre de circonstances, Evêques et Cardinaux tonitruaient et condamnaient du haut de leur chaire. Roncalli (...) préféra recourir à la manière douce” (17). Se contentant d’une petite contrepartie, “il abolit en 1956 l’interdiction de visiter l’exposition, interdiction posée aux prêtres par le Card. Sarto et il s’y rendit personnellement” (17). Or, si entre la fin du XIXème et 1956 les temps étaient changés, ce n’était qu’en pire; il ne faut donc pas s’étonner si “son geste, inouï pour l’époque, fit scandale dans les milieux ecclésiastiques”. “Mais Roncalli feignit de ne pas entendre les critiques” (17).

Le résultat, nous le voyons de nos jours avec le niveau de l’art et de la morale...

### **“Le chrétien doit éviter les accrochages” (1955)**

“Le caractère pacifique” de Mgr Roncalli ne pouvait que le pousser à désapprouver en son for intérieur l’anticommunisme catégorique de Pie XII. “Il importe de ne pas contrarier Pie XII” (18). Mais dans son cœur le Patriarche vénitien ne suit pas le Souverain Pontife lorsque ce dernier s’oppose de front au communisme. «La propagande électorale ne s’encombre pas de nuances: c’est “Rome ou Moscou”. Roncalli n’est pas tout à fait d’accord avec cette façon de voir. Se trouvant à Rome peu avant les élections du 18 avril 1948, il a assisté à un rassemblement de jeunes sur la place Saint-Pierre. Il a été déconcerté d’entendre Carlo Carretto, un jeune responsable de l’Action Catholique, dénoncer les politiciens présents - y compris le Secrétaire du parti démocrate-chrétien, Alcide De Gasperi - comme trop timides et trop faibles dans leur opposition au communisme» (19). C’est l’avis de Pie XII, nous l’avons vu. Ce n’est pas celui de Roncalli, au dire d’Hebblethwaite qui poursuit: «C’est franchement faire étalage de force musculaire, et les “bérêts verts” de l’Action Catholique rappellent ceux qui, avant eux et de façon plus sinistre, ont cherché “la force dans l’unité”. Roncalli y voit une perversion de l’Action Catholique: **“Ce n’est pas là ce que veut le Seigneur. Le chrétien évite les accrochages** et la rhétorique... Il faut avancer prudemment. Il y a tout un tissu de relations avec la classe politique qui appelle un respect discret et un sens

du devoir. Comme témoins du Christ, notre première tâche n'est pas la lutte mais les semences du bon grain, non la victoire mais la souffrance"» (19).

Pie XII qui se méfiait de la D.C., préférait s'appuyer sur des mouvements moins liés au Parti et davantage au Saint-Siège: l'Action Catholique du Prof. Gedda avec ses Comités civiques; le "Mouvement pour un monde meilleur" du Père Lombardi s.j. Ce n'est certes pas notre bulletin qui fera un éloge démesuré de Gedda et de Lombardi; mais ceux-ci étaient encore trop anticommunistes, combatifs et "pacelliens" pour plaire au pacifiste Mgr Roncalli. Roncalli flaire dans l'intransigeance (contre le communisme du moins) du Père Lombardi le même esprit que dans l'antimodernisme (beaucoup plus conscient) du Père Mattiussi à l'époque et la réaction du Vieux Patriarche est la même que celle du jeune prêtre de Bergame.

En mai 1955 les Evêques de Vénétie, Mgr Roncalli en tête, suivent les Exercices Spirituels prêchés par le Père Lombardi à la Villa Immacolata di Torreglia Alta (Padova). Comme il le confie dans son journal spirituel à propos du Père Lombardi "Roncalli n'apprécia guère ses "jugements historiques et sa vision unilatérale de l'état du monde moderne... ni son ton pessimiste, agressif, à la franc-tireur, qui jette le trouble dans les esprits..."» (19bis). Mgr Roncalli exprimera ses perplexités dans une lettre officielle du 6 novembre 1955 à Mgr Dell'Acqua, substitut à la Secrétairerie d'Etat.

La "vision unilatérale de l'état du monde moderne" reprochée au Père Lombardi par Mgr Roncalli n'est autre que l'attitude de condamnation et de lutte propre à l'Eglise catholique jusqu'à Pie XII. Pour le Pape Pacelli, les Evêques italiens, le Patriarche de Venise entre autres, "auraient dû maintenir les comités civiques d'Action Catholique à la hauteur de leur tâche; ils auraient dû s'assurer que ceux-ci avaient parfaitement compris qu'il n'était permis aux catholiques ni de voter pour les communistes ni de les aider en aucune façon; que socialisme et communisme sont en substance une seule et même chose, car tous deux fondés sur la même erreur philosophique; que, si forte qu'en soit la tentation, les hommes politiques catholiques devaient s'abstenir de tout pacte ou accord avec les socialistes, propension toujours plus forte des démocrates-chrétiens les plus à gauche. Et l'historien Edward Hales poursuit: **Il est peu probable que Roncalli se soit beaucoup préoccupé de ces directives, lui qui fit le maximum pour lier amitié avec des personnes appartenant à tous les secteurs d'opinion de Venise, et qui, une fois Pape, révoqua la politique de Pie XII**" (20), politique qui, au dire d'Hales, consistait à travailler contre les autres, alors que, pour Roncalli, il fallait travailler ensemble... (20). Ensemble? Mais avec qui? Avec les marxistes évidemment, comme le laissent entendre deux cas fameux dans lesquels fut impliqué notre Roncalli.

### **L'affaire Dorigo (1956)**

Le Card. Roncalli favorable à "l'ouverture à gauche"? Impossible! Les conservateurs apologistes de Jean XXIII, le "Bon Pape Jean", mais fidèle à la Tradition, ne manquent pas de citer la lettre pastorale du 12 août 1956. Le Patriarche y déplore "l'ouverture à gauche à tout prix" et l'erreur consistant à "se joindre à ceux qui défendent l'idéologie marxiste, négation même du Christianisme et dont les applications ne peuvent s'accorder avec les valeurs de l'Evangile chrétien" (21). Le texte est clair: comment peut-on sans calomnie accuser Mgr Roncalli de favoriser "l'ouverture à gauche" ventilée dans la D.C. de l'époque? Pas de chance! D'autres documents tout aussi clairs expliquent la sortie antiprogressiste de Roncalli! En effet derrière cette Lettre Pastorale il y a le Saint-Office. Le Card. Pizzardo, de la Suprême Congrégation du Saint-Office, avait envoyé le 5 janvier 1956, une lettre "de menace" (22), à propos du directeur de l'hebdomadaire "*Il Popolo Veneto*", Vladimiro Dorigo. "Dorigo est la cible immédiate mais Roncalli est également mis en cause" (22). "*Il Popolo Veneto*" n'est-il pas un hebdomadaire catholique imprimé à Venise? Le Patriarche de cette ville en a donc la

responsabilité. Mais le lecteur se demande peut-être: “qui est donc ce Dorigo?” Pour le savoir il nous faut remonter à 1954, année où Montini fut destitué de ses fonctions au Vatican. Subitement “l’ombre” de Pie XII, pro-secrétaire d’Etat se voit éloigné de Rome et “promu” à Milan. Mais sans le chapeau cardinalice. De nombreuses hypothèses ont été avancées, et le sont encore, sur les motifs de cet “exil”. Pour certains Mgr Montini fut impliqué dans la trahison de son secrétaire, le père Alighiero Tondi, espion communiste passé à Berlin-Est avec “sa femme” allemande de l’Est. On le sait de source sûre: Paul VI valida le mariage et Jean-Paul II réintégra le prêtre devenu veuf dans les rangs du clergé! Selon d’autres, Montini fut éloigné par Pie XII pour avoir protégé Mario Rossi (21bis), le président des jeunes de l’Action Catholique. En 1952 déjà, la nomination de Gedda comme président général de l’Action Catholique italienne avait provoqué la démission du président du GIAC (les jeunes de l’Action Catholique), Carlo Carretto, passé à gauche. Rossi qui lui succède, ne tarde pas à entrer en conflit lui aussi avec Gedda. “Tandis que Gedda sacrifiait tout à l’unité du mouvement pour défendre “l’interclassismo” de l’Action Catholique avec la paroisse pour pivot (...), Rossi se proposait de suivre le modèle français avec diverses ramifications spécialisées: étudiants, ouvriers etc. (JOC, JEC...). Mais il y avait plus grave: une dissension fondamentale existait entre eux du fait de l’engagement politique à droite de Gedda, à gauche de Rossi (...). L’épisode banal en soi a une signification considérable. Pour la première fois était mise en question, au sommet même du mouvement catholique, l’orientation Pacelli-Gedda, leur engagement politique conservateur, leur anticommunisme le plus souvent négatif, au moins en apparence. Les deux contestataires Carretto et Rossi refusaient une Eglise de droite (...).

“Anticipant la contestation des années soixante-dix, Rossi se bat pour une Eglise ouverte à gauche” (22). “Après une enquête” sur ses actes par “la commission cardinalice préposée à l’ACI et composée de Pizzardo, Piazza et Ottaviani, il [Rossi, n.d.r.] donnait lui aussi sa démission en 1954” (22). La ligne de gauche inspirée du progressisme français et chapotée par Montini était provisoirement défaite à Rome. Restait à la réduire également au-dehors... A Venise, Vladimir Dorigo, “un des associés de Mario Rossi” avait “donné sa démission de la GIAC en 1954, en même temps que lui” (23). La Secrétairerie de la D.C. à Venise est pour l’ouverture aux Socialistes, et Dorigo en expose les idées sur “*Il Popolo Veneto*”. Il est logique qu’après avoir éliminé Rossi à Rome, le Card. Pizzardo veuille éliminer Dorigo à Venise.

Mais Roncalli le défend. «Il trace un portrait sympathique de Dorigo: “Le Docteur Dorigo est un homme jeune et intelligent, d’une vie irréprochable et d’une observance religieuse fervente, qui ne se livre pas à des calculs égoïstes, mais extrêmement ferme, voire obstiné dans ses idées qu’il défend avec une rare habileté dialectique”» (23). Idées assez bonnes, somme toute, semble écrire Roncalli: il demande seulement “des réformes sociales” avec une ouverture modérée à gauche. De toutes façons, l’Evêque, lui n’y peut rien, puisque “*Il Popolo Veneto*” n’est pas un hebdomadaire diocésain, mais démocrate-chrétien. Le Saint-Office ferait même mieux de rester tranquille et de laisser courir. “Toute intervention directe de l’Autorité ecclésiastique pourrait finir par être connue et provoquer des réactions et des commentaires rien moins que favorables” (23). “Mais, si la menace immédiate qui pesait sur Dorigo est écartée, on continue à faire pression sur Roncalli pour qu’il montre plus de fermeté” (23). Le Cardinal Pizzardo ne fut pas convaincu par la lettre de Roncalli en date du 16 janvier dans laquelle, toujours selon Martina, “il [Roncalli] défendait en réalité Dorigo et son droit à l’autonomie politique; il y répondit le 24 janvier en confirmant ses réserves” (24). Cela ne suffit apparemment pas à contenter les Evêques de Vénétie; beaucoup plus catholiques que Roncalli, et excédés par les “catholiques de gauche” cause de “dégâts dans leur diocèse”. Mgr Roncalli ne pouvait plus se taire: il lui fallut écrire la pastorale du 12 août 1956 contre “l’ouverture à gauche à tout prix”.

Pour ce qui est de sa sincérité, le lecteur sait désormais à quoi s'en tenir. La lettre pastorale en question ne constitue pas une attaque des progressistes, mais en est paradoxalement une défense astucieuse. Roncalli "savait que, de toutes façons, [les Evêques de Vénétie] étaient sur le point de passer à l'attaque. Son intervention du 12 août 1956 est le lest qu'on jette pour limiter les dégâts" (23); ...et ne pas condamner Dorigo! Quelques jours plus tard les Evêques de Vénétie publiaient une lettre pastorale collective dans laquelle non seulement ils renchérisaient sur celle du Patriarche mais, passant outre, condamnaient Dorigo et interdisaient la lecture de son hebdomadaire. «Roncalli ne signa pas ce document. C'est évident, me direz-vous, puisque la lettre lui était adressée; subterfuge, cependant, destiné à masquer son refus à condamner Dorigo et "*Il Popolo Veneto*"».

Confronté avec le Card. De Lai en 1914 ou avec le Card. Pizzardo en 1956, c'est toujours le même Roncalli, "modernistiquement" astucieux.

### **Le salut au P.S.I. (1957)**

Février 1957: tandis que le Vatican le réprimande par l'intermédiaire de Mgr Dell'Acqua, le quotidien du Parti Communiste Italien "*L'Unità*" "lui rend hommage publiquement pour avoir jeté les bases d'une coopération entre les catholiques et la gauche" (25).

De qui s'agit-il? De notre ineffable Mgr Roncalli, Patriarche de Venise, évidemment"! Ce qui lui vaut et les applaudissements des communistes et la réprimande vaticane? Un seul et même épisode, le message de vœux adressé aux socialistes à l'occasion du XXXème Congrès du parti, sous la présidence de Pietro Nenni (prix Lénine de la paix 1950, reçu à Moscou de Staline en personne).

Le Congrès s'était ouvert à Venise le 1er février 1957. Le lendemain dans une exhortation pour la Chandeleur intitulée "*La lumière du Christ dans l'histoire et la vie des peuples*" Mgr Roncalli salue de façon inopinée le congrès socialiste. Après avoir fait allusion à un procès en cours à Venise, le Patriarche ajoutait: «une autre réunion de plus vastes proportions, sinon d'égale profondeur, aura lieu ces jours-ci à Venise, avec des représentants de toutes les régions de la Péninsule: il s'agit du congrès du Parti Socialiste Italien.

«Je vous en dis un mot respectueux et serein, en bon vénitien qui fait de l'hospitalité un point d'honneur, selon d'ailleurs le précepte de Saint Paul qui recommande à l'Evêque de se montrer "hospitalis et benignus"; **de ce fait vous comprendrez combien j'apprécie l'importance exceptionnelle de cet événement qui est de grande conséquence, semble-t-il, pour la direction future immédiate de notre Pays. Il est certainement inspiré - je me plais à le croire - par le désir de promouvoir cette compréhension mutuelle qui est indispensable pour améliorer les conditions de vie et travailler à la prospérité sociale**» (26).

Craignant alors que les Vénitiens ne s'y méprennent et croient leur Patriarche inscrit au P.S.I., Roncalli avance les mains et atteste son "chagrin" à constater que de nombreuses intelligences "honnêtes" et "supérieures" comme celles des socialistes, n'aient pas foi en l'Evangile... «Mais ceci étant dit pour rappeler franchement mes positions spirituelles [pour éviter aussi de nouvelles réprimandes de la part du Vatican? n.d.r.], comme il est d'usage entre gens bien nés [le camarade Nenni a, c'est bien connu, "une âme bien née" n.d.r.] je maintiens dans mon cœur le souhait de bienvenue: que les fils de Venise accueillants et aimables comme à l'accoutumée, contribuent à rendre plus profitable la réunion de ces nombreux frères venus de tous les coins d'Italie, pour une élévation commune vers un idéal de vérité, de bien, de justice et de paix» (26). Catholiques et marxistes unis donc pour la construction d'un monde plus juste, vrai et pacifique: c'est là tout le programme de la "*Pacem in terris*" et le démantèlement de la "*Divinae Redemptoris*" de Pie XI.



«Nenni, le chef du Parti Socialiste Italien, répondit avec déférence [je lui fait confiance!, n.d.r.] à l'hommage du Card. Roncalli, et c'est lui qui se rendra à l'ONU pour la commémoration de la plus célèbre encyclique du Pape Jean "*Pacem in terris*"» (27). L'ancien dirigeant socialiste dut regretter en son for intérieur que Jean XXIII n'ait pas été à la place de Pie XII le 18 avril 1948: lui et Togliatti auraient certainement gagné les élections et les Italiens, accueillants et cordiaux comme à l'accoutumée, auraient donné généreusement hospitalité à l'Armée Rouge de cet autre grand homme de paix que fut le camarade Joseph Staline.

### **Un cardinal à la veille du Conclave**

Nous avons suivi Mgr Roncalli jusqu'en 1957. C'est l'année suivante qu'aura lieu le Conclave, imminent désormais, comme le faisait présager la longue maladie de Pie XII. Dans le prochain numéro de Sodalitium un article sera dédié à la "campagne électorale" de Mgr Roncalli en vue de ce Conclave.

Il suffit de connaître le Patriarche de Venise pour comprendre qu'avec cette apparente bonhomie et ce pacifisme à sens unique ses programmes de gouvernement de l'Eglise diffèrent foncièrement de ceux de Pie XII. Le parti montinien, privé de son candidat favori exclus du Conclave, finira par reporter toutes ses espérances de réforme et d'"aggiornamento" sur le vieux Patriarche de Venise.

#### NOTES

1) Jean Chelini, "L'Eglise sous Pie XII" Paris, éd. Fayard 1989. Le livre porte l'Imprimatur de l'Archevêque de Paris.

2) Jean Chelini, op. cit., p. 400. Vol. II "L'Après-guerre 1945-1958".

3) Jean Chelini, op. cit., p. 409.

4) Jean Chelini op. cit., p. 440-441. Nous ne voulons pas, ce-disant, affirmer que les régimes de Dollfuss, de Franco et de Salazar aient été l'idéal à la lumière de la doctrine sociale de l'Eglise, mais seulement que, pour Pie XII, le choix démocratique n'était pas le seul possible, ni même le meilleur lorsque les circonstances permettaient de faire autrement.

5) Jean Chelini, op. cit., p. 411. Je vous renvoie au livre de l'historien Andrea Ricciardi: «Il "partito romano" nel secondo dopo-guerra (1945-1954)», éd. Morcelliana 1983. Ce volume est entièrement dédié à la tendance hostile à l'unité politique des catholiques autour de la D.C. Sur cette hostilité à la D.C. considérée d'un point de vue plus traditionnel, on peut se reporter aux écrits de l'avocat Carlo Francesco D'Agostino qui dénonça ce parti au Saint-Office en 1946.

De nos jours on trouve des articles intéressants sur le problème démocrate-chrétien dans la revue "Instaurare" (Via Cadei 12, Udine) revue qui se nourrit cependant de contradictions: en effet ses rédacteurs (comme d'ailleurs D'Agostino) acceptent la liberté religieuse et l'enseignement de Jean-Paul II, qui sont tout à fait conformes à l'erreur démocrate-chrétienne de l'agnosticisme d'Etat.

6) Jean Chelini, op. cit., p. 424.

7) Jean Chelini, op. cit., p. 424.

8) G. Martina, "La Chiesa in Italia negli ultimi trent'anni" éd. Studium Roma 1977, p. 36.

9) Cfr. "Il Sabato", 14 septembre 1991, n° 37, p. 12 et suiv. "Quel passato che divide" de Pina Baglioni.

10) G. Martina, op. cit., p. 30.

11) G. Martina, op. cit., p. 32.

- 12) G. Martina, op. cit., p. 34-35.
  - 13) Tanzella s.c.j., "Papa Giovanni", éd. Dehoniane Andria 1973, p. 219.
  - 14) Tanzella, op. cit., p. 214. Lazzarini, p. 116; Hatch, "Giovanni XXIII", 2ème éd. it. Mursia Milano, p. 151.
  - 15) Hebblethwaite, "Jean XXIII, le pape du Concile" Ed. française Le Centurion p. 272.
  - 16) Edward E.Y. Hales, "La Rivoluzione di Papa Giovanni" éd. Saggiatore Milano 1968 p. 42 qui cite "Giornale dell'anima" éd 1964 p. 242. Ed. anglaise: "Pope John and his Revolution" 1965.
  - 17) Allegri, p. 123-124.
  - 18) Hebblethwaite, op. cit., p. 274.
  - 19) Hebblethwaite, op. cit., p. 270.
- La citation de Roncalli est tirée de "Giovanni XXIII, Quindici letture" de Loris Capovilla, éd. Storia e Letteratura Roma, 1970, p. 351.
- 19 bis) Hebblethwaite op. cit., p. 285. Angelo G. Roncalli, "Il giornale dell'anima", a cura di Loris Capovilla éd. Storia e Letteratura 1964; éd. Paoline 1989. Ces réflexions ne figurent ni dans la traduction anglaise, ni dans la traduction française du journal.
- "Giovanni XXIII, lettere 1958-1963" éditées par L. Capovilla, p. 142-143.
- 20) Edward E.Y. Hales, op. cit., p. 42-43.
  - 21) Angelo G. Roncalli, "Scritti e Discorsi" Paoline Roma 1959-1963 vol. II, p. 420-421.
  - 21 bis) Andrea Ricciardi, "Il potere del Papa da Pio XII a Paolo VI", éd. Laterza Bari 1988, p. 68-75. Y est décrit, dans un cadre plus général, le climat qui contribua à l'éloignement de Montini.
  - 22) Hebblethwaite, op. cit., p. 287.
  - 23) Hebblethwaite, op. cit., p. 287.
  - 24) Martina, op. cit., p. 37-38.
  - 25) Hebblethwaite, op. cit., p. 289.
  - 26) Texte intégral dans Leone Algisi, "Giovanni XXIII", Marietti 1959, p. 280-281
  - 27) Tanzella, op. cit., p. 223.